

suggérerais que la prochaine fois, il traite des nécessités monétaires en vue de maintenir élevé le niveau de l'activité économique au Canada même, par exemple, du développement de la banque industrielle et de la banque agricole.

Le TÉMOIN: Je crois que la question de la banque industrielle et la législation bancaire seront étudiées par le Comité de la banque et du commerce.

M. CASTLEDEN: Oui, mais notre Comité est d'une nature un peu différente.

Le PRÉSIDENT: M. Castleden veut dire que nous pourrions avoir votre point de vue pour ce qui est des buts de notre Comité. Nous vous sommes très obligés, monsieur Clark, de la manière dont vous avez présenté votre exposé.

Sachant combien est occupé M. Clark, messieurs, je laisserais au comité de direction le soin de fixer une date qui conviendrait à M. Clark et au Comité.

Mme NIELSEN: Avant d'ajourner, je désirerais poser une question. Au début de ses remarques, M. Clark a émis l'opinion qu'en premier lieu, le commerce mondial dépendait de ce que nous étions capables ou non de remporter la victoire et de rétablir la paix, et que la paix finale, paix à longue portée, reposait sur notre capacité d'établir des relations commerciales. Ce matin, M. Clark a parlé longuement de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, des deux projets préparés par ces deux pays et de celui du Canada, mais il n'a rien dit concernant l'Union soviétique. Je crois qu'on se rend bien compte aujourd'hui que la capacité de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Canada de maintenir leur économie dépend de celle de trouver des marchés, et dans l'Union soviétique nous trouverons l'un des plus grands marchés au monde, car ce pays a été grandement dévasté et il aura besoin d'un grand nombre de matériaux pour se relever de ses ruines. L'Union soviétique s'est-elle prononcée sur le plan Kenynes ou sur le plan White, ou la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Canada ont-ils étudié ces plans avec elle en vue de connaître son attitude?

Le TÉMOIN: Monsieur le président, il serait peut-être préférable d'adresser la question de Mme Nielsen aux gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne; je sais néanmoins que l'été dernier, alors que les techniciens de certains autres pays furent invités à Washington pour l'étude de ces plans, on avait l'intention de demander à la Russie d'envoyer des représentants. Comme elle ne pouvait en envoyer immédiatement, elle comptait le faire à une date ultérieure. Je ne saurais dire si les délibérations ont eu lieu, mais je sais que c'était l'intention du gouvernement des Etats-Unis et celle de la Russie d'y faire participer cette dernière. Si ces délibérations n'ont pas encore eu lieu, je suis certain qu'elles se tiendront dans un avenir rapproché.

Le PRÉSIDENT: D'autres questions? Alors il serait régulier de proposer l'ajournement.

M. CASTLEDEN: Je le propose.

A une heure de l'après-midi, le Comité s'ajourne *sine die*.